



**NPA**

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

# EN GRÈCE COMME EN FRANCE CE N'EST PAS AUX TRAVAILLEURS DE PAYER LA CRISE

## EN GRÈCE, ANNULATION DE LA DETTE ! EN FRANCE, RETRAIT DE LA LOI MACRON !

BULLETIN NPA RENAULT LE MANS

19 FÉVRIER 2015

**E**n Grèce, c'est donc reparti pour un nouveau round de négociations entre le gouvernement grec de Tsipras et les ministres des finances de la zone euro pour tenter de trouver un accord pour l'étalement de la dette.

Pourtant, Tsipras ne demande même plus l'annulation de la dette. Il se plie au cadre fixé par ses créanciers pour négocier un étalement des remboursements. Mais même cela est inacceptable pour les financiers et leurs hommes politiques. La Banque Centrale Européenne, comme Hollande ou Meckel, veulent mettre le peuple grec à genou en obligeant le gouvernement issu des élections à renier ses promesses électorales.

### CE N'EST PAS AUX PEUPLES DE PAYER LES DETTES ILLÉGITIMES

La dette grecque n'est pas celle du peuple grec. Elle est celle de ses gouvernements successifs, corrompus jusqu'à la moelle, pour le plus grand profit des banquiers européens et des grandes sociétés. Un seul exemple : les dépenses militaires grecques représentent 4% du Produit intérieur brut (PIB) de la Grèce, alors qu'elles en représentent 2,4% pour la France.

Les grands gagnants de la dette grecque ont été les banques qui se refinaçaient auprès de la Banque Centrale Européenne (BCE) à 1% et prêtaient à la Grèce à 6%, et même à 12% début 2010. Des bénéfices exorbitants. A elles de payer maintenant et pas aux classes populaires.

Le gouvernement, la droite les médias nous expliquent que si les grecs ne paient pas « leur » dette, cela coûtera 600 € par français. Comme si c'était nous qui étions détenteurs de la dette grecque ? Bien au contraire, le gouvernement devrait annuler les 40 milliards qu'il en détient sans qu'il en coûte un centime à la population. Aux banques qui se sont engraisées avec la dette de payer !

### SOLIDAIRES CAR DANS LA MÊME GALÈRE

Pour monde de la finance et les hommes politiques à leur service, il ne faut pas laisser croire qu'en Grèce, ils pourraient céder, ni même négocier. Parce que si l'austérité a été appliquée avec une brutalité sans précédent en Grèce, elle est aussi mise en œuvre dans tous les pays d'Europe. En fait, leurs menaces contre le peuple grec visent tous les

travailleurs, ici comme en Espagne, au Portugal ou en Allemagne.

En France, le gouvernement fait le forcing pour faire passer sa loi Macron, une des pires attaques contre le monde du travail depuis son arrivée au pouvoir. Si les pharmaciens, les notaires et les avocats ont su se faire entendre pour qu'on leur fiche la paix, cela n'a pas été le cas des salariés.

Les dirigeants des grandes confédérations syndicales n'ont lancé aucune campagne d'information et encore moins de mobilisation pour faire barrage à cette loi qui est une vraie bombe contre ce qu'il reste des protections contenues dans le Code du travail.

L'entreprise de démolition engagée par Macron va frapper l'inspection du travail, la médecine du travail, la justice du travail, le droit pénal du travail et les institutions représentatives du personnel.

### UNE SEULE SOLUTION : LA LUTTE DES TRAVAILLEURS ET DES PEUPLES

En Grèce, des milliers de manifestants sont descendus dans la rue des grandes villes du pays pour dire leur refus du chantage. Aujourd'hui, le peuple grec sait qu'il n'a rien à attendre des négociations avec l'Union Européenne. Une vraie rupture avec l'austérité ne pourra être imposée que par la puissance de sa mobilisation et de son organisation et par la reconstruction d'un rapport de force à l'échelle de toute l'Europe.

Ici contre la loi Macron comme en Grèce, il n'y aura pas de vraie solution en dehors d'une mobilisation de l'ensemble du monde du travail, un mouvement de grèves suffisamment puissant pour en finir avec toutes les politiques d'austérité et de régression sociale.



LE BLOG DU SECTEUR  
AUTOMOBILE DU NPA  
Avec les tracts, les infos  
essentiels de notre secteur  
[www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)



---

## **LOI MACRON : PASSAGE EN FORCE DU GOUVERNEMENT POUR SATISFAIRE LE PATRONAT !**

Devant le risque de rejet de la loi Macron par les députés, Manuel Valls vient donc d'engager la responsabilité du gouvernement en utilisant le 49-3 pour faire passer sans vote cette loi entièrement favorable au patronat. Il est loin le temps où François Hollande considérait le 49.3 comme "une brutalité", un "déli de démocratie", " une manière de freiner ou d'empêcher le débat parlementaire ".

L'attaque sans précédent contre les droits des salariés s'accompagne donc d'un déni de démocratie par le gouvernement PS-MEDEF et tout cela avec le même baratin : « une loi favorable aux salariéEs », « une loi pour lutter contre le chômage ». Mais de qui se moque-t-on ?

Qui peut croire un seul instant que démolir les conventions collectives ou les possibilités de recours juridiques pour les salariés va faire baisser le chômage, permettre des embauches ? La vraie raison de cette loi est de réduire à presque rien les droits des salariéEs et de renforcer le pouvoir exorbitant du patronat. C'est un nouveau recul pour toute la société.

Ce coup de force montre une fois de plus que ce gouvernement est aux ordres du patronat et des plus riches. Seules nos mobilisations, nos luttes pourront les empêcher de nuire. Le projet doit désormais passer au Sénat, en avril. Toutes les forces du mouvement ouvrier ont maintenant la responsabilité de construire une mobilisation unitaire et massive pour contraindre le gouvernement, à retirer son projet de loi, comme cela a été le cas pour le CPE de Villepin.

---

## **RENAULT CHAMPION DE LA PUBLICITÉ ... MENSONGÈRE !**

Renault et son PDG Carlos Ghosn ont annoncé jeudi 12 février 1 000 embauches en France en 2015. Une campagne de publicité plutôt mensongère. Entre novembre 2013 et novembre 2014, après la signature l'accord de compétitivité, Renault a perdu près de 2 000 emplois. Et en dix ans la saignée a été de plus de 30 000 emplois avec des effectifs qui sont passés de 76 000 en 2004 à 45 000 fin 2014.

Même avec 1000 emplois en plus cette année, il y aura moins de salariés qu'il y a deux ans. Et pourtant Renault annonce une augmentation de la production. Cela entraînera plus de charges de travail et un recours accru à l'intérim. A Sandouville, 60 % des opérations de montage sont déjà confiées à des intérimaires, jusqu'à 80% sur les chaînes de l'usine de Flins

Les 1000 emplois annoncés ne suffiront même pas à l'embauche de tous les intérimaires !

---

## **LA CROISSANCE DE RENAULT EST CELLE DES PROFITS**

Les affaires de Renault vont mieux. En 2014, le bénéfice net a été multiplié par 3, passant à 1,83 milliard d'euros. Ceux qui en profitent sont les actionnaires. En 2014, ils avaient déjà touché 508 millions d'euros et les dividendes versés en 2015 passeront de 1,7 à 1,92 euros par action : 12 % d'augmentation pour ceux qui ne foutent rien et 0% pour ceux qui travaillent, ce sont les AGS annoncées !

Vendredi 13 février, des débrayages avaient été appelés dans tout le groupe Renault par la CGT. Parmi les usines, seules celles de Cléon et du Mans, ont connu des actions mobilisant environ 200 salariés. Même si cela n'a pas été massif, les salariés ont affiché leur volonté d'être reconnu pour ce qu'ils sont, c'est à dire ceux sans qui Renault ne tourne pas. Au centre de Lardy, là où le débrayage a été le plus significatif, il y avait appel de la CGT et SUD, tout comme au centre de Guyancourt, SUD. Mais

**Mais avec près de 2 milliards 'euros de bénéfices, il y a de quoi continuer à aller chercher son dû !**

### **LE CHIFFRE : 4100 MILLIARDS**

C'est en dollars, la fortune des 400 personnes les plus riches du monde. Elle a augmenté de 92 milliards de dollars l'an dernier, soit une progression de 2,3 %.

### **LA POSTE : NON A LA REVOCATION DE YANN**

Depuis des années, la direction de La Poste utilise la répression contre les salariés qui résistent aux restructurations et suppressions de postes. Elle vient de franchir un nouveau cap en prononçant la révocation de Yann Le Merrer, responsable syndical de SUD-Poste. Il s'agit de la première révocation d'un fonctionnaire pour fait de grève depuis 1951 ! La Poste lui reproche son soutien actif aux grévistes dans différents bureaux de poste durant la longue grève des postiers du 92 l'an dernier. Cette révocation ne doit pas passer ! Yann doit pouvoir compter sur la mobilisation de tous. Pétition en ligne :

<[reintegrationyann.sudptt.org](http://reintegrationyann.sudptt.org)>

**Pour nous contacter :**

**Tél : 06 33 55 00 27**

**COURRIEL : [NPA.SARTHE@GMAIL.COM](mailto:NPA.SARTHE@GMAIL.COM)**